

Déclaration contre la détention liée à l'immigration – Internationale

20 juin 2018

- À travers le monde, le nombre de personnes détenues pour des motifs liés à l'immigration augmente de manière alarmante. Des rapports suggèrent qu'à tous les ans, des dizaines de milliers de personnes sont incarcérées ou séparées de leurs familles pour des motifs liés à l'immigration.
- De nombreuses études ont démontré l'impact nocif de la détention liée à l'immigration sur la santé mentale des personnes détenues et leurs familles.
- À travers le monde, les pratiques en matière de détention liée à l'immigration enfreignent le droit international des droits humains.

La politique de l'administration Trump d'incarcérer et de séparer des familles à la frontière illustre comment la détention liée à l'immigration peut être utilisée pour infliger de la souffrance et violer les droits humains à des fins de dissuasion. Mais la frontière entre les États-Unis et le Mexique est loin d'être le seul endroit où les demandeurs d'asile et d'autres migrants sont assujettis à des abus extrêmes. De l'Europe à l'Afrique et du Moyen-Orient à l'Asie, des pratiques délétères de détention et de dissuasion donnent lieu à des violations graves des droits fondamentaux des individus.

Par principe, personne ne devrait être ni détenu, ni séparé de sa famille pour des motifs liés à l'immigration. Si un individu représente un danger pour lui-même ou pour autrui, il y a lieu de recourir à des mesures juridiques en dehors du champ des politiques migratoires afin de régler la situation.

La détention liée à l'immigration viole souvent les droits humains fondamentaux des individus en leur privant de liberté sans mécanismes de protection juridique adéquats. Elle a des effets dévastateurs et durables sur la santé mentale et le bien-être de tous ceux qui la vivent. De nombreuses études ont démontré que les personnes détenues pour des motifs liés à l'immigration sont à risque de développer des symptômes de dépression, des troubles anxieux et des troubles de stress post-traumatique. La détention est particulièrement dommageable pour les enfants, qui peuvent éprouver des troubles de sommeil, perdre l'appétit et le goût de jouer, et manifester divers symptômes physiques. Même une détention de courte durée peut avoir un impact sévère et durable sur la santé et le développement. La détention liée à l'immigration peut même être fatale.

Il y a des mesures non-coercitives viables qui permettent de gérer efficacement les phénomènes migratoires sans recourir à la détention. Des études démontrent que si, dès le début et tout au long du processus, les autorités respectent la dignité des migrants, leur donnent de l'information sur leurs droits et obligations, et leur fournissent un soutien matériel adéquat, incluant des services juridiques et des services de gestion de cas, la majorité des migrants se conformeront aux procédures d'immigration. Des alternatives à la détention, basées sur des données probantes, comprennent l'imposition d'obligations spécifiques de déclaration, le recours au cautionnement en espèces et aux garants et les programmes appropriés de gestion des risques pour les cas les plus difficiles. De plus, elles coûtent nettement moins chères que la détention ou la séparation familiale. Ces alternatives à la détention permettent de traiter les personnes

vulnérables de manière plus humaine et respectueuse et de faciliter la protection de leur santé mentale, leur bien-être et leurs droits fondamentaux.

Nous exhortons les gouvernements à travers le monde à mettre un terme aux violations des droits humains d'individus déjà marginalisés et vulnérables.